

MARCHE PUBLIC DE PRESTATION INTELLECTUELLE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES et TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

Commun aux deux lots

Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes EST

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes EST

Objet du marché

Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé relative aux opérations d'investissement et d'entretien sur le réseau routier national (RRN) géré par la DIR

Le présent CCATP comporte les annexes suivantes :

- Carte du réseau de la DIR Est avec ses implantations
- Organigramme général de la DIR Est
- Doctrine de la DIR Est en matière de coordination SPS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1-1. Objet du marché.....	5
1.2- Passation des commandes.....	6
1-3. Sous-traitance.....	6
1-4. Décomposition en tranches et en lots.....	6
1-5. Intervenants.....	7
1-5.1. Mandataire du maître d'ouvrage.....	7
1-5.2. Autre(s) intervenant(s).....	7
1-6. Dispositions générales.....	7
1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	8
1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	8
1-6.3. Assurance de responsabilité civile professionnelle.....	9
1-6.4. Obligation de confidentialité.....	9
1-6.5 Protection des données à caractère personnel RGPD.....	10
1-6.6. Notifications.....	10
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	11
ARTICLE 3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	11
ARTICLE 4. AUTORITÉ - MOYEN - CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	11
4-1. Autorité du coordonnateur SPS.....	11
4-2. Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	12
4-2.1 - Libre accès.....	12
4-2.2 -Obligations du maître d'ouvrage.....	13
4-2.3 - Dispositions prises par le maître d'ouvrage.....	13
4-3. Conditions d'exécution.....	14
4-3.1 – A la notification du marché.....	14
4-3.7 – En cours d'exécution du marché.....	14
4-3.2 – Pour chaque bon de commande,.....	14
4-3.3 –Pour un bon de commande portant sur une phase de conception.....	15
4-3.4 –Pour un bon de commande portant sur une phase de réalisation.....	15
4-3.5 – En cas de changement de coordonnateur SPS en cours de marché.....	15
ARTICLE 5. PRIX – ÉLÉMENT DE MISSION - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX.....	15
5-1. Prix.....	15
5-2. Éléments de mission.....	15
5-3. Règlement des comptes.....	17
5-3.1. Modalités de transmission des pièces de paiement.....	17
5-3.2. Modalités de paiement.....	17
5-3.3. Rythme de règlement.....	18
5-4. Variation dans les prix.....	18
5-4.1. Les prix sont révisables.....	18
5-4.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	18
5-4.3. Choix de l'index de référence.....	18

5-4.4. Modalités de révision des prix.....	18
5-4.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	19
ARTICLE 6. PENALITES.....	19
6-1. Non-respect du cadre d'intervention.....	19
6-2. Retard dans la remise des livrables.....	19
6-3. Absence aux réunions ou visites de chantier et/ou de compte-rendu.....	19
6-4. Non respect des clauses de confidentialité.....	20
6-5. Non respect de la réglementation RGPD.....	20
ARTICLE 7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	20
7-1. Retenue de garantie.....	20
7-2. Avances.....	20
ARTICLE 8. ADMISSION - ACHÈVEMENT DE LA PRESTATION.....	21
8-1. Admission des prestations.....	21
8-2. Achèvement de la prestation.....	21
ARTICLE 9. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	21
ARTICLE 10 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	21
ARTICLE 11. CLAUSES TECHNIQUES.....	22
11-1. Principes généraux.....	22
11-2. Spécificités des opérations.....	22
11-2.1. Types d'opérations et spécificités du réseau routier.....	22
11-2.2 Classement des opérations et obligations.....	23
11-3. Décomposition de la mission pour une phase de conception.....	24
11-3.1. Ouverture du registre Journal de la Coordination (RJC).....	24
11-3.2. Avis sur conception d'un projet ou d'un chantier.....	24
11-3.3. Constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO).....	25
11-3.4. Avis sur dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ou bon(s) de commande de travaux.....	25
11-3.5. Élaboration du Plan Général de Coordination (PGC).....	26
11-3.6. Élaboration du projet de règlement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT).....	27
11-3.7. Analyse des offres.....	27
11-4. Décomposition de la mission pour une phase de réalisation.....	27
11-4.1. Rédaction, tenue à jour, complément et suivi du Registre Journal de la Coordination (RJC).....	27
11-4.2. Élaboration de la déclaration préalable.....	28
11-4.3. Coordination des activités.....	28
11-4.4. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT).....	29
11-4.5. Complément et finalisation du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO).....	29
11-4.6 Réunions et visites de chantier.....	30
11 -5 Mission d'assistance.....	30
11-5.1. Assistance à la mise en place de plans de prévention.....	30
11-5.2. Missions d'expertise.....	30
11-5.3. Prestations de formation.....	30
11-5.4. Passage des consignes à un autre coordonnateur SPS.....	31
11-5.5. Réception des consignes d'un autre coordonnateur SPS précédemment désigné...31	
ARTICLE 12. RÉSILIATION.....	31
ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	32

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

A compter du 1er janvier 2025, le marché référencé 2024_Coordination_SPS sera soumis aux dispositions en vigueur au sein de la Région Grand-Est, dans le cadre de la convention du 19 octobre 2023 relative à la mise à disposition expérimentale auprès de la Région dans ses fonctions de représentant du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, il y aura substitution du RPA Région au RPA État. La procédure engagée se poursuivra selon les procédures en vigueur au sein de la collectivité.

ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, la présente consultation porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative aux opérations d'infrastructure d'investissement ou d'entretien sur le réseau routier national (RRN) géré par la DIR Est, de catégorie 1, 2 ou 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail, en phase de conception et/ou de réalisation.

La consultation concerne également des prestations de conseil et d'assistance en matière de SPS : formation, participation à des analyses d'accidents, aide à la rédaction de plans de prévention.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants pour chacun des deux lots du marché.

Désignation des lots	Département
Lot n°1 - État	Doubs (25), Jura (39), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Haute-Saône (70), Vosges (88) et Territoire de Belfort (90)
Lot n°2 - Région Grand-Est	Marne (51), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55) et Moselle (57)

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité des chantiers et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer aux opérations susvisées.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du CCP.

1.2- Passation des commandes

Les prestations seront exécutées suivant les bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins et signés par le chef service concerné (SREI ou SREX) ou son représentant. Chaque bon de commande précise les éléments suivants :

- Référence au présent accord-cadre ;
- Libellé de l'opération avec la voie, nom(s) des communes, PR ;
- Désignation de la prestation, avec identification des éléments de mission commandés ;
- Lieux d'exécution de la prestation ;
- Date de début d'exécution ;
- Délai d'exécution global et le cas échéant, date de remise des livrables des éléments de mission commandés ;
- Montant de la commande : montant hors taxe, montant de la TVA et montant TTC ;
- Description de l'opération avec la liste des pièces fournies ou à fournir : note de présentation, plan de localisation, pièces graphiques, DESC ou projet de DESC, etc) ;
- Contacts (personnes auxquelles les livrables devront être adressées) ;

Les bons de commande seront adressés au titulaire par courrier électronique.

Le titulaire porte à la connaissance du maître de l'ouvrage, au plus tard 5 jours après la réception du bon de commande, l'identité de la personne physique chargée d'exécuter la prestation et lui fait part de ses remarques éventuelles.

1-3. Sous-traitance

Sous réserve des dispositions de l'article 4-3 ci-après et par dérogation à l'article 3.6 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Prestations Intellectuelles, le titulaire s'engage à exécuter par ses propres moyens l'intégralité de la mission due au titre du présent marché.

1-4. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le marché a été découpé en 2 lots en fonction de l'organisation des services de la DIR et en tenant compte de la convention de mise à disposition du RRN auprès de la Région Grand Est.

Désignation des lots	Organisation	RRN concerné	Signataire du bon de commande
Lot n°1 – État	RRN restant Etat	RN 5 RN 19 RN 57 (départements 25 et 70) RN 59 RN 83	Chef du SREI ou son représentant
		A330 RN 57 (départements 54 et 88) RN 59 RN 66 RN 159 RN 135	Chef du SREX ou son représentant
Lot n°2 - Région Grand-Est	RRN mis à disposition de la	A30 A31	Chef du SREX ou son représentant

	Région Grand-Est dans le cadre d'une expérimentation	A33 A313 RN 431 RN 52 (département 54) RN 4 RN 44	
--	--	--	--

1-5. Intervenants

1-5.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le maître d'ouvrage auprès du titulaire :

- la chargée de mission sécurité de la DIR Est pour ce qui concerne la mise en place et le suivi de l'exécution du marché ;
- les représentants des services de la DIR Est, maîtres d'ouvrage ou maîtres d'œuvre des opérations d'infrastructure d'investissement ou d'entretien, pour ce qui concerne la commande et le suivi des prestations prévues au marché.

1-5.2. Autre(s) intervenant(s)

A chaque commande de prestations, le maître d'ouvrage apportera au titulaire les renseignements, noms et missions, concernant l'ensemble des intervenants :

- Maître d'œuvre
- Entreprises et leurs sous-traitants et locatiers
- Prestataires de contrôles
- Exploitant du RRN
- Autres exploitants
- Autres maîtres d'ouvrages en cas de chantiers concomitants

En tant exploitant du RRN, les services de la DIR Est pourront :

- faire part des exigences nécessitées par les travaux à proximité ou sur le RRN
- mettre en place le balisage du chantier ;
- réaliser des travaux d'entretien sur le RRN
- participer alors à la chaîne de production et être considéré comme une entreprise (avec en particulier la production d'un PPSPS)
- en qualité de futur gestionnaire, prendre une part active dans l'élaboration et la validation du DIUO

1-6. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme

en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1-6.3. Assurance de responsabilité civile professionnelle

Les titulaires doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance. Ils doivent adresser ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître d'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes.

1-6.4. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de

les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier. La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCATP.

1-6.5 Protection des données à caractère personnel RGPD

Pour l'application du présent article, le responsable du traitement au sens du règlement européen 2016-679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement général sur la protection des données (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

1-6.6. Notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire , ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE 2021, les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) avec ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié (NOR : ECOM2106874A)
- L'offre technique du titulaire ;
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires ;
- La liste des coordonnateurs nommément désignés dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- les avenants éventuels

Pièces non contractuelles :

- Le détail estimatif
- La décomposition des prix forfaitaires n°A2.3, A3.1, A4.1, A5.0, A5.1, A5.2, A5.3, A5.4, B1.1, B1.2, B1.3, B3.1, B3.2, B3.3, B5.1, B5.2, B5.3, B5.4, B6.1, B6.2, B6.3 ;

ARTICLE 3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application de l'option A du CCAG.

ARTICLE 4. AUTORITÉ - MOYEN - CONDITIONS D'EXÉCUTION

4-1. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de l'opération sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les

chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures à prendre pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Tout différent entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants cités à l'article 1 du présent CCATP est soumis au maître d'ouvrage.

4-2. Moyens donnés au coordonnateur SPS

4-2.1 - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

Le coordonnateur SPS devra être muni de l'autorisation de stationner et circuler à pied sur les autoroutes et voies express, en application de l'article R 432-7 du code de la route. Il devra porter des équipements de protection individuelle (EPI) et son véhicule devra être équipé de bandes blanches et de gyrophares. Il prendra connaissance du support créé par la DIR Est en vue de mieux informer les intervenants extérieurs sur les principaux risques liés aux interventions sur le réseau routier. Ce support est disponible via le lien <https://app.klaxoon.com/join/DDZJD6C> et le QR Code dédié (utilisables en créant un compte gratuit sur l'application Klaxoon)



4-2.2 - Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur SPS :

- les noms et coordonnées des chefs d'établissements, lorsque les travaux relatifs à un bon de commande portent sur des ouvrages en exploitation ou lorsqu'il existe des activités extérieures d'exploitation à proximité du chantier ;
- au fur et à mesure de leur désignation, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article 1.5 du présent CCATP. Ils tiennent à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;

Le maître d'ouvrage remet au coordonnateur SPS :

- tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO), notamment : le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) dès qu'il est établi, comprenant notamment les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre ;

Le maître d'ouvrage informe le coordonnateur des réunions qu'il organise et auxquelles le coordonnateur est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle ne lui soit adressée. Ce dernier est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

4-2.3 - Dispositions prises par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toute disposition pour faire communiquer au coordonnateur SPS :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux avant-projets et projets, sauf stipulations différentes précisées dans le bon de commande ;
- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levées de réserve ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des marchés de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

Le maître de l'ouvrage prend également toute mesure pour que soit informé le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions organisées par le maître d'oeuvre ou le responsable de l'OPC auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'art. 44.1 du CCAG Travaux.

Le maître d'ouvrage prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tout autre document et information, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'oeuvre, bureau de contrôle technique, etc.) et en particulier :

- les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'oeuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- par l'entreprise, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS) ;

4-3. Conditions d'exécution

4-3.1 – A la notification du marché

Le maître d'ouvrage organise pour chaque lot une réunion de lancement avec le titulaire permettant de :

- présenter la doctrine de la DIR Est en matière de coordination SPS et les différentes postures de la DIR Est (exploitant du réseau, maître d'ouvrage et maître d'œuvre) et les obligations qui en découlent ;
- définir les modalités de fonctionnement entre les services de la DIR Est et les coordonnateurs SPS (circuits d'échanges d'information, etc.) ;
- préciser les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les autres intervenants pour exécuter sa mission.
- préciser les contenus des éléments de mission et les attendus du maître d'ouvrage ;
- présenter la programmation des chantiers à venir.

4-3.7 – En cours d'exécution du marché

Le maître d'ouvrage et le titulaire effectuent une fois par an un point détaillé sur le fonctionnement du marché et les modalités de coopération du coordinateurs avec tous les intervenants.

Le titulaire établit un état des prestations réalisées pour chaque lot au titre de l'année écoulée (nombre et montant des commandes passées avec leur répartition par éléments de mission, par service et par catégorie d'opération).

Le maître d'ouvrage présente au titulaire la programmation des chantiers en cours ou prévus pour l'année suivante.

4-3.2 – Pour chaque bon de commande,

Pour chaque bon de commande, à compter des dates fixées à l'article 3 du décret n° 94-1159 du 26/12/1994 modifié, la personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence pendant toute la durée du bon de commande, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du Travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire. Si elle ne couvre pas la durée du bon de commande, l'attestation de renouvellement sera communiqué par le titulaire de sa propre initiative au maître d'ouvrage.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du bon de commande ou de la phase conception ou de la phase réalisation, la même personne physique comme coordonnateur SPS.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG, les délais de 30 jours impartis au titulaire et au maître d'ouvrage sont ramenés à 20 jours. L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par un écrit.

4-3.3 – Pour un bon de commande portant sur une phase de conception

Dès la notification du bon de commande et à la demande du RMO, le coordonnateur SPS participe à toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de sa mission lors de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet.

4-3.4 – Pour un bon de commande portant sur une phase de réalisation

- Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier ;
- En tout état de cause il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission ;
- A la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission.

4-3.5 – En cas de changement de coordonnateur SPS en cours de marché

Tout changement de coordonnateur (personne physique au sein de la société titulaire) en cours de marché sera signalé par le titulaire au maître d'ouvrage qui formalisera le changement par écrit.

ARTICLE 5. PRIX – ÉLÉMENT DE MISSION - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX

5-1. Prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires et forfaitaires.

5-2. Éléments de mission

La mission de coordination SPS a été découpée en plusieurs éléments de mission regroupés en 3 parties : phase de conception, phase de réalisation, mission d'assistance. Chaque bon de commande précisera les éléments de mission confiés au titulaire, en fonction des besoins et de la catégorie des opérations 1, 2 ou 3.

Phase de conception :

Éléments de mission	Contenu
A-1.1	Ouverture et suivi du registre journal de la coordination (RJC)
A-2.1	Avis sur études préliminaires et études de diagnostic
A-2.2	Avis sur études de projet
A-2.3	Avis sur DESC

Éléments de mission	Contenu
A 3.1	Constitution DIUO
A-4.1	Avis sur DCE ou bon de commande - Pour opération de catégorie 1
A-4.2	Avis sur DCE ou bon de commande - Pour opération de catégorie 2
A-4.3	Avis sur DCE ou bon de commande - Pour opération de catégorie 3 avec risque particulier
A-4.4	Avis sur DCE ou bon de commande - Pour opération de catégorie 3
A-5.0	Élaboration PGC - Pour marché à bon de commande (PGC générique)
A-5.1	Élaboration PGC - Pour opération de catégorie 1
A-5.2	Élaboration PGC - Pour opération de catégorie 2
A-5.3	Élaboration PGC - Pour opération de catégorie 3 avec risque particulier
A-5.4	Adaptation du PGC à un DCE ou un bon de commande
A-6.1	Élaboration CISSCT -Opération de catégorie 1
A-7.1	Assistance pour analyse des offres

Phase de réalisation :

Éléments de mission	Contenu
B-1.1	Tenue à jour RJC - Pour opération de catégorie 1
B-1.2	Tenue à jour RJC - Pour opération de catégorie 2
B-1.3	Tenue à jour RJC - Pour opération de catégorie 3 avec risque particulier
B-1.4	Tenue à jour RJC - Pour opération de catégorie 3
B-2.1	Déclaration préalable - Pour chantier de catégorie 1
B-2.2	Déclaration préalable - Pour chantier de catégorie 2
B-3.1	Coordination des activités - Pour opération de catégorie 1
B-3.2	Coordination des activités - Pour opération de catégorie 2
B-3.3	Coordination des activités - Pour opération de catégorie 3 avec risque particulier
B-3.4	Coordination des activités - Pour opération de catégorie 3
B-4.1	CISSCT Pour opération de catégorie 1
B-5.1	Finalisation DIUO - Pour opération de catégorie 1
B-5.2	Finalisation DIUO - Pour opération de catégorie 2
B-5.3	Finalisation DIUO - Pour opération de catégorie 3
B-5.4	Fiche d'intervention supplémentaire (équipements dynamiques)
B-6.1	Réunion zéro
B-6.2	Réunion ou visite de chantier (programmée ou inopinée)
B-6.3	Plus value pour réunion ou visite de chantier le week-end ou la nuit

Mission d'assistance :

Éléments de mission	Contenu
C-1.1	Élaboration et mise en forme d'un plan de prévention
C-1.2	Réunions et visite préalable sur site
C-2.1	Participation à une analyse d'accident

Éléments de mission	Contenu
C-2.2	Autre mission d'expertise
C-3.1	Préparation d'une formation d'une demi-journée
C-3.2	Réalisation d'une demi-journée de formation
C-4.1	Passage des consignes à un autre coordonnateur SPS Fourniture des documents et réunion de passation des consignes
C-5.1	Réception des consignes d'un autre coordonnateur SPS Pour un état d'avancement en phase conception
C-5.2	Réception des consignes d'un autre coordonnateur SPS Pour un état d'avancement en phase réalisation

5-3. Règlement des comptes

5-3.1. Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte".

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt de la facture sur « Chorus Pro ». La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Les documents doivent être déposés en utilisant les codes suivants :
 - **Cadre de facturation A1** Dépôt par un fournisseur d'une facture
 - **Destinataire** : SIRET de l'État : 11000201100044
 - **Code du Service Exécutant** : FAC0000057
 - **Numéro de marché** : indiquer le numéro de l'engagement juridique transmis à la notification du marché, à 10 chiffres commençant par « 13xxxxxxxxxx »
 - **Numéro (EJ) du bon de commande** : indiquer le numéro du bon de commande fourni à 10 chiffres commençant par « 14xxxxxxxxxx ».

5-3-2. Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, paiements partiels définitifs, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses

opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

5-3.3. Rythme de règlement

Le règlement des sommes dues se fera en fin d'exécution du bon de commande concerné.

Toutefois ces prestations peuvent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du titulaire (article R2191-22 du CCP). Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage de l'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

5-4. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

5-4.1. Les prix sont révisables

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative et suivant les modalités fixées aux articles 5-4.3 et 5-4.4.

Par dérogation aux articles 14.2 et 15 du CCAG, les pénalités sont établies hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

5-4.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques au mois de remise d'offres finales du marché fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

5-4.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index « Ingénierie » publié par l'Insee.

5-4.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

La révision des prix est effectuée à la date anniversaire du marché, à chaque reconduction, comme suit :

I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix mois M_0 ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de reconduction du marché

5-4.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

ARTICLE 6. PENALITES

6-1. Non-respect du cadre d'intervention

En cas de non-respect du cadre d'intervention (défini en début de marché qui comprend la contractualisation de l'offre technique), une pénalité forfaitaire de 50 € est appliquée. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du manquement.

6-2. Retard dans la remise des livrables

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de retard dans la remise d'un livrable, une pénalité forfaitaire fixée à 100 € est appliquée, quel que soit le nombre de jours de retard.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

6.3. Absence aux réunions ou visites de chantier et/ou de compte-rendu

En cas d'absence du coordonnateur aux réunions ou visites de chantier et/ou en l'absence de compte-rendu de réunion ou de visite de chantier, une pénalité forfaitaire de 100 € est appliquée. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat d'absence non justifiée, tant pour les réunions ou visites qui ont fait l'objet d'une convocation (par courrier, par email, etc.) que pour les visites inopinées spécifiées dans le bon de commande.

6-4. Non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-5.6 du présent CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €

6-5. Non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1-5.7 du présent CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €

ARTICLE 7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

7-1. Retenue de garantie

Sans objet.

7-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG applicable aux marchés de prestations intellectuelles.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 (mini) % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 5-2.1 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

ARTICLE 8. ADMISSION - ACHÈVEMENT DE LA PRESTATION

8-1. Admission des prestations

Chaque bon de commande fait l'objet d'une admission dans les conditions ci-après :

En application de l'article 29 et par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, la décision par le RA d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des documents ou avis relatifs aux éléments de mission définis à l'article 5-1 du présent CCATP doit intervenir dans un délai de 10 jours.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé d'admission par le RA du document ou avis à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 28 deuxième alinéa du CCAG (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le RA dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou avis modifiés, du même délai que celui indiqué ci-dessus.

8-2. Achèvement de la prestation

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le RA dans les conditions de l'article 29 du CCAG et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

Pour chaque bon de commande, l'arrêt d'exécution des prestations peut être décidé conformément aux dispositions de l'article 22 du CCAG après l'exécution de chaque élément de mission.

ARTICLE 9. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 10 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Afin de jouer un rôle dans la lutte contre le réchauffement climatique, les déplacements des intervenants seront optimisés et minimisés afin de contribuer aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le domaine des transports.

Pour ce faire, une attention particulière sera portée à la flotte de véhicules utilisée par les coordonnateurs SPS pour effectuer leurs déplacements liés aux réunions et visites de chantier. Cette flotte privilégiera des véhicules peu émissifs en matière de gaz à effet de serre et favorisant une économie circulaire.

Par ailleurs, les échanges entre les services de la DIR et le titulaire seront effectués par téléphone ou par visioconférence, autant que possible. S'il y a lieu de se déplacer, le titulaire privilégiera les modes de déplacement les plus durables, comme les transports en commun (si l'offre existe) et ne se déplacera pas en avion, sauf nécessité ponctuelle et exceptionnelle, justifiée.

En outre, pour limiter la production de papier et économiser les ressources naturelles, les documents échangés entre les services de la DIR et le titulaire seront transmis de manière

dématérialisée. Le cas échéant, le titulaire précisera les mesures prises pour réduire l'impact du numérique sur l'environnement.

ARTICLE 11. CLAUSES TECHNIQUES

11-1. Principes généraux

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention visés par les articles L.4531-1 et 2 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, sous réserve des dispositions de l'article 4 du présent CCATP.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

11-2. Spécificités des opérations

11-2.1.Types d'opérations et spécificités du réseau routier

Deux types d'opération peuvent être rencontrés :

- Opérations de travaux neufs ou de réfections structurantes : réhabilitation de chaussées et des ouvrages d'art (grosses réparations et réparations spécialisées), entretien des chaussées du programme préventif ; Ces opérations sont pilotées par les services de maître d'ouvrage ou de maître d'œuvre de la DIR (SREI FC, SREX GE, SIR GE, SeSyr ou SOA) et font l'objet de prestations d'études, de la production de DCE de travaux et d'une analyse des offres avant la réalisation de travaux. En règle générale, ces opérations font appel à un ou plusieurs marchés de travaux ;
- Opérations d'entretien courant ou de maintenance (chaussées, équipements et dépendances) ; Ces opérations sont pilotées par le SREI FC ou le SREX GE pour la réalisation des travaux ; la plupart de ces opérations font appel à des marchés de travaux à bons de commande.

Le réseau routier présente les spécificités suivantes suivantes, selon les lots :

Désignation des lots	Spécificités	Périmètre RRN concerné
Lot n°1 - Etat	688 km de RRN soit 57 % du RRN géré par la DIR Est (sur 1211 km), - Exploitation en tunnels (voie des Mercureaux) - une partie du réseau située en zone "montagne" : zones d'altitude (induisant une VH particulière), et de falaises (RN 5, RN 57) - Recours aux chantiers de nuit possible	Secteur d'intervention du SREI : RN 5, RN 19, RN 57, RN 59 et RN 66 RN 5 RN 19 RN 57 (départements 25 et 70) RN 59 RN 83
		Secteur d'intervention du SREX : A330 RN 57 (départements 54 et 88)

		RN 59 RN 66 RN 159 RN 135
Lot n°2 - Région Grand-Est	523 km de RRN soit 43 % du RRN géré par la DIR Est (sur 1211 km), - Rénovation d'ouvrages d'art (viaducs de Belleville, d'Autreville, de Beauregard et de Frouard) - Travaux de nuit ou exploitation non courante sur les axes Nord-Sud	<u>Partie du RRN mis à disposition de la Région Grand-Est dans le cadre d'une expérimentation et secteur d'intervention du SREX :</u> A30 A31 A33 A313 RN 431 RN 52 (département 54) RN 4 RN 44

11-2.2 Classement des opérations et obligations

Selon la doctrine de la DIR Est en matière de coordination SPS, le classement des opérations est effectué par les services de la DIR comme suit :

- Catégorie 1 : opérations de plus de 10 000 hommes X jours avec au moins 5 entreprises pour des travaux de génie civil ou chantier de plus de 10 000 000 € TTC
- Catégorie 2 : opérations de plus de 500 hommes X jours ou chantier de plus de 300 000 € TTC
- Catégorie 3 avec travaux à risques particuliers (arrêté du 25 février 2003) ou chantier de moins de 300 000 € TTC
- Catégorie 3 : autres opérations

Les obligations pour chaque catégorie sont les suivantes :

Catégorie 1	Catégorie 2
<ul style="list-style-type: none"> • coordonnateur de niveau 1 en conception et en réalisation • RJC • DIUO • PGC • Déclaration préalable • CISSCT • inspections communes / analyse des PPSPS / mise à jour du PGC • participation à la mise au point des dossiers projets et des DCE 	<ul style="list-style-type: none"> • coordonnateur de niveau 2 en conception et en réalisation • RJC • DIUO • PGC • Déclaration préalable • inspection commune / analyse des PPSPS / mise à jour du PGC • participation à la mise au point des dossiers projets et des DCE

Catégorie 3 avec risque particulier	Catégorie 3
<ul style="list-style-type: none"> • coordonnateur de niveau 3 en conception et en réalisation • RJC • DIUO • PGC • inspections communes / analyse des PPSPS / mise à jour du PGC • participation à la mise au point des dossiers projets et des DCE 	<ul style="list-style-type: none"> • coordonnateur de niveau 3 en conception et en réalisation • RJC • DIUO • inspections communes • participation à la mise au point des dossiers projets et des DCE

11-3. Décomposition de la mission pour une phase de conception

11-3.1. Ouverture du registre Journal de la Coordination (RJC)

Conformément aux articles R.4532-11 à 16 du Code du Travail, le coordonnateur SPS ouvre le Registre Journal de la Coordination pour chaque bon de commande.

Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur S.P.S. consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés et le maître d'oeuvre tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs. Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence.

En phase de conception, sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

Le RJC est établi par le coordonnateur à partir d'un cadre identique pour l'ensemble des opérations du lot.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur S.P.S. transmet au maître de l'ouvrage et au maître d'oeuvre les compléments apportés au R.J.C. depuis le dernier envoi.

La prestation est rémunérée par le prix A 1.1.

Livrable(s) attendu(s) : RJC fourni à partir du cadre-type proposé par le titulaire

11-3.2. Avis sur conception d'un projet ou d'un chantier

Au stade de la conception d'un projet ou d'un chantier, le coordonnateur SPS est associé à la réalisation des études :

- études préliminaires, études de diagnostic,
- phase projet
- études de chantier : dossier d'exploitation sous chantier (DESC).

Il intervient en qualité d'expert et conseil et propose les premières sujétions à prendre en compte et les principes généraux de prévention à envisager, notamment pour :

- l'organisation des travaux

- la prise en compte de l'entretien ultérieur des ouvrages
- guider certains choix techniques du maître d'ouvrage sur la conception des ouvrages

Le coordonnateur est invité aux réunions d'avancée des études et est destinataire des compte-rendus. Le coordonnateur SPS émet un avis sur le DESC (dossier d'exploitation sous chantier) et propose au maître de l'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation (Après accord du maître de l'ouvrage, le coordonnateur insérera ces mesures dans le Plan Général de Coordination). Le coordonnateur SPS formule un avis écrit au maître d'ouvrage dans le délai ou pour la date fixé dans le bon de commande.

La prestation est rémunérée par les prix A 2.1, A 2.2 ou A 2.3.

Livrable(s) attendu(s) : Avis écrit avec les propositions du coordonnateur

11-3.3. Constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Son cadre est défini par les articles R.4532-95 à 98 du Code du Travail.

Le coordonnateur SPS élabore, en coopération avec l'exploitant et le maître d'œuvre, le DIUO qui rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures. Il prend en compte les mesures d'exploitation associées aux caractéristiques du site. En phase conception, est élaborée une première version du DIUO qui sera complétée au cours et en fin de travaux, donc en phase de réalisation. Le coordonnateur SPS peut être amené à actualiser un DIUO existant lorsque la commande concerne une opération d'aménagement ou de réhabilitation d'un ouvrage existant. Le bon de commande précise les ouvrages nécessitant un DIUO et les interventions possibles pour l'entretien ultérieur des ouvrages et les dispositions particulières à prévoir. Le coordonnateur SPS communique le DIUO au maître d'ouvrage, dans un délai de 15 jours après la réception des documents fournis par le maître d'ouvrage. La prestation est rémunérée par le prix A 3.1.

Livrable(s) attendu(s) : DIUO

Pour les équipements dynamiques, le DIUO sera fourni à partir du cadre-type proposé par le titulaire et validé par le maître d'ouvrage. Le cadre-type sera adapté à la problématique des équipements dynamiques. Il doit permettre notamment d'illustrer ou schématiser les zones de stationnement et les accès aux équipements et de préciser les conditions d'utilisation des supports permettant d'accéder aux équipements en toute sécurité (échelle, mât basculant).

11-3.4. Avis sur dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ou bon(s) de commande de travaux

Le coordonnateur SPS donne un avis au stade de l'élaboration du/des DCE ou du/des bon(s) de commande travaux, en proposant au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier et en particulier :

- Les obligations des titulaires des marchés de travaux, et de leurs sous-traitants éventuels, en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entreprises de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues) ;
- Les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;

- le Plan Général de Coordination
- Le cas échéant, le projet de règlement intérieur du Collège Interentreprises de Sécurité, Santé et Conditions de Travail (CISSCT)

Pour cela, le coordonnateur SPS émet des observations écrites au maître d'ouvrage sur certains documents de consultation. Le coordonnateur SPS rédige l'ensemble des clauses contractuelles nécessaires et relatives à la sécurité, à la protection de la santé à introduire dans les marchés de travaux. Il procède si nécessaire à l'actualisation des documents qu'il produit compte tenu de l'étalement dans le temps de la réalisation des travaux ou de l'évolution des dispositions techniques du marché. Le coordonnateur est invité aux réunions d'avancée de rédaction du DCE et est destinataire des compte-rendus. La prestation est rémunérée par les prix A 4.1, A 4.2, A 4.3 ou A 4.4 selon la catégorie de l'opération. Elle est réalisée dans le délai ou pour la date fixée dans le bon de commande.

Livrable(s) attendu(s) : rapport avec les avis et les propositions du coordonnateur

11-3.5. Élaboration du Plan Général de Coordination (PGC)

Son cadre est défini par les articles R.4532-42 à 51 du Code du Travail. Son contenu est énoncé dans l'article R4532-44 (y ajouter le sujet de l'amiante).

Pour tenir compte des spécificités de l'organisation des travaux de la DIR Est et des différents cas de figure rencontrés, le bon de commande précisera le type de PGC à élaborer : PGC générique, PGC d'opération ou adaptation du PGC d'opération.

PGC générique :

Au stade de l'élaboration du DCE d'un accord-cadre à bons de commande, le coordonnateur SPS rédige un PGC générique qui prend en compte les dispositions liées aux techniques de travaux et à l'exploitation sous chantier définies dans le marché, indépendamment de la situation géographiques des opérations à venir. En effet, à ce stade, il n'est pas possible de rédiger un PGC d'opération avec toutes ses attentes, le lieu de l'opération n'étant pas précisément défini et les risques découlant de l'interaction ou de la succession des activités n'étant pas connus. Le PGC générique précise également les éventuels points qui seront à prendre en compte au stade du PGC d'opération, lorsque les opérations à venir seront définies. Le PGC générique est rémunéré par le prix A 5.0 et réalisé dans le délai ou pour la date fixé dans le bon de commande.

PGC d'opération :

Le coordonnateur SPS rédige un **PGC d'opération** prenant en compte les caractéristiques de l'opération et les spécificités du site. Le PGC prend également en compte le(s) PGC générique(s), si les entreprises ont été recrutées par un accord-cadre à bons de commande qui a fait l'objet d'un PGC générique. Le PGC sera réalisé à partir des éléments fournis par le maître d'ouvrage sur les caractéristiques de l'opération (descriptif et calendrier de l'opération, intervenants entreprises et le cas échéant DESC) dans le délai ou pour la date fixé par le bon de commande. Le PGC d'opération ainsi établi devra être joint aux DCE de travaux et/ou aux bons de commande de travaux. Le PGC d'opération est rémunéré en fonction de la catégorie d'opération par le prix A 5.1, A 5.2 ou A 5.3.

Adaptation du PGC d'opération (à un DCE ou à un bon de commande de travaux) :

Le coordonnateur procède à une adaptation du PGC d'opération, si après avoir défini un premier PGC d'opération, l'élaboration d'un nouveau DCE ou l'utilisation d'un bon de commande induit une modification du PGC, La prestation est rémunérée par le prix A.5.4.

Le coordonnateur remet au maître d'ouvrage le PGC dans le délai ou pour la date fixée dans le bon de commande.

Livrable(s) attendu(s) : PGC générique ou PGC d'opération

11-3.6. Élaboration du projet de règlement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

Le coordonnateur SPS élabore le projet de règlement du collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) et le remet concomitamment au PGC à joindre au DCE. Le projet de règlement devra être établi dans les 30 jours qui suivent la transmission du dossier Projet. La prestation est rémunérée par le prix A 6.1.

Livrable(s) attendu(s) : projet de règlement du CISSCT

11-3.7. Analyse des offres

Le coordonnateur SPS participe à l'analyse des offres, y compris les variantes, effectuée par le maître d'œuvre dans la mesure où elles peuvent concerner la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs. A l'issue de l'analyse, le coordonnateur SPS communique son avis au maître d'ouvrage dans un délai de 8 jours suivant la réception par le titulaire des éléments lui permettant d'analyser les offres. La prestation est rémunérée par le prix A 7.1.

Livrable(s) attendu(s) : Avis écrit avec les propositions du coordonnateur SPS

11-4. Décomposition de la mission pour une phase de réalisation

11-4.1. Rédaction, tenue à jour, complément et suivi du Registre Journal de la Coordination (RJC)

Le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément aux articles R.4532-38 à 41 du Code du Travail. En phase de réalisation, y sont consignés notamment :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles
- les compte-rendus des visites effectuées sur le chantier,
- les compte-rendus des inspections communes.
- les avis sur PPSPS,

Le titulaire transmet au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi. La transmission s'effectuera après chaque réunion de chantier ou visite inopinée sous 48 h maximum. Le titulaire communique au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre le RJC systématiquement à la fin de ses prestations (prestations terminées pour un même bon de commande). La prestation est rémunérée selon la catégorie d'opération par le prix B 1.1, B 1.2, B 1.3 ou B 1.4.

Livrable(s) attendu(s) : RJC

11-4.2. Élaboration de la déclaration préalable

Le coordonnateur SPS rédige la déclaration préalable prévue à l'article L 4532.1 du code du travail, lorsqu'elle est nécessaire, au moins 30 jours avant le début effectif des travaux. La prestation est rémunérée selon la catégorie de l'opération par le prix B 2.1 ou B 2.2.

Livrable(s) attendu(s) : déclaration préalable

11-4.3. Coordination des activités

Les prestations comprennent les Inspections communes, l'examen et l'harmonisation des PPSPS, ainsi que la mise à jour et suivi du PGC, tout au long du chantier.

Le coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

A cet effet, le coordonnateur SPS procède notamment à une inspection commune avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à son intervention.

Au cours de cette inspection, le coordonnateur SPS précise en particulier, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS). L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur SPS le juge nécessaire.

Le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGCSPPS les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) au fur et à mesure de leur élaboration et en avise immédiatement le maître d'œuvre.

Au fur et à mesure de l'exécution du chantier, le coordonnateur SPS veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies et vérifie que le PGC demeure cohérent avec les moyens proposés par les entreprises. Il complète et adapte alors le PGC en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au Registre Journal de la Coordination. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

NB : Le coordonnateur SPS procède à une inspection commune avec la DIR Est et harmonise son PPSPS, dès lorsque cette dernière intervient en sa qualité d'exploitant du réseau routier pour mettre en place le balisage du chantier ou effectuer des travaux en régie. En effet dans ce cas les services de la DIR, en particulier le Centre d'entretien et d'intervention (CEI), participent à la chaîne de production et doivent être considérés comme une entreprise.

La prestation est rémunérée selon la catégorie de l'opération par le prix B 3.1, B 3.2, B 3.3 ou B 3.4.

Livrable(s) attendu(s) :

Compte-rendu d'inspection(s) commune(s) préalable(s)

Rapport avec observations sur PPSPS et avis sur les phases de travaux

PGC mis à jour

11-4.4. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

Le CISSCT est constitué et organisé en application des articles L4532-10 à 15 et des articles R4532-78 à 94 du code du travail. Le coordonnateur SPS propose au maître d'ouvrage la constitution du CISSCT dans les 9 jours qui suivent le début de la période de préparation des travaux. Le coordonnateur SPS préside et anime le CISSCT. Le coordonnateur SPS transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspecteur du travail, ou au fonctionnaire assimilé, à l'OPPBT et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels. Le coordonnateur SPS rédige les procès verbaux (PV) des réunions du collège et assure leur envoi, dans un délai de 15 jours, aux comités sociaux et économiques (CSE) des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier ou à défaut, aux délégués du personnel. La prestation est rémunérée par le prix B 4.1.

Livrable(s) attendu(s) : éléments de préparation, de tenue et de compte rendu d'une réunion du CISSCT

11-4.5. Complément et finalisation du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Le coordonnateur SPS complète et adapte le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

Le DIUO d'une seule et même opération pourra concerner plusieurs ouvrages ou équipements. La liste des ouvrages et /ou équipements concernés par le DIUO ainsi que les interventions possibles seront précisées par le maître d'ouvrage.

Le DIUO comprendra une fiche d'intervention par ouvrage ou par équipement qui décrira les interventions à prévoir, les risques encourus (circulation, chute, etc.) et les mesures de prévention préconisées (balisage, équipements de protection, etc.). Pour ce qui concerne les équipements dynamiques, il y aura au maximum cinq fiches d'intervention par DIUO commandé. Au delà de cinq équipements dynamiques, toute fiche d'intervention supplémentaire nécessaire pour un équipement dynamique sera rémunérée par le prix B 5.4.

Pour la pertinence du DIUO, le coordonnateur SPS devra intégrer l'avis de l'exploitant de l'ouvrage et/ou de l'équipement mais aussi les caractéristiques et contraintes du terrain, qu'il appréciera en se rendant sur le site.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 30 jours à partir de la remise, par le maître de l'ouvrage, du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) pour assurer la cohérence avec le DIUO et le lui remettre. La prestation est rémunérée selon la catégorie de l'opération par le prix B 5.1, B 5.2 ou B 5.3 et B 5.4 pour une fiche d'intervention.

Livrable(s) attendu(s) : DIUO et le cas échéant pour les équipements dynamiques, fiche(s) d'intervention supplémentaire(s)

Pour les équipements dynamiques, le DIUO sera fourni à partir d'un cadre-type proposé par le titulaire et adapté à la problématique des équipements dynamiques (cadre-type à valider par le maître d'ouvrage). Le cadre-type proposé doit permettre notamment d'illustrer ou schématiser les zones de stationnement et les accès aux équipements et de préciser les conditions d'utilisation des supports permettant d'accéder aux équipements en toute sécurité (échelle, mât basculant).

11-4.6 Réunions et visites de chantier

Le coordonnateur SPS assiste, sur site, aux réunions et visites de chantier pour la durée de sa mission (visites / réunions programmées par le maître d'œuvre ou visites inopinées). Il a en charge la rédaction et la diffusion d'un compte rendu systématique de ces visites en complément des informations figurant dans le RJC. Il transmet le compte-rendu de ses visites à l'entreprise après visa du responsable chantier, avec copie au maître d'œuvre.

Le coordonnateur doit s'assurer de la bonne mise en œuvre des PPSPS par les entreprises au regard des risques identifiés. A ce titre, le coordonnateur est tenu d'effectuer des visites inopinées du chantier selon une quantité et une fréquence adaptées au chantier et définies dans le bon de commande (au minimum une visite hebdomadaire). Les horaires des visites seront adaptés aux horaires de chantiers et à leurs spécificités. Pour cela, le bon de commande précisera la nature et les horaires de chantier (nuit, basculement, etc.). Pour des chantiers ayant un fonctionnement particulier, le bon de commande pourra même préciser les créneaux horaires à respecter par le coordonnateur pour ses visites de chantiers. Le bon de commande pourra en outre distinguer le nombre de réunions/visites programmées d'une part et le nombre de visites inopinées d'autre part. Le coordonnateur doit informer au préalable le responsable de chantier de la DIR des dates de ses visites sur le chantier. La prestation est rémunérée par le prix B 6.1 ou B 6.2 (et éventuellement B 6.3).

Livrable(s) attendu(s) : compte-rendu de réunion ou de visite

11 -5 Mission d'assistance

11-5.1. Assistance à la mise en place de plans de prévention

Dans le cadre de travaux ne nécessitant pas le recours à une coordination SPS, le maître d'ouvrage pourra solliciter le titulaire pour l'assistance à la rédaction et au suivi de plans de prévention. Ces plans de prévention pourront être liés à de l'exploitation de sites, à des opérations de reconnaissances de terrain, d'entretien ou de travaux ne nécessitant pas de coordination SPS. La prestation est rémunérée par le prix C 1.1 et/ou C 1.2.

Livrable(s) attendu(s) : Plan de prévention et compte-rendu de réunion ou de visite

11-5.2. Missions d'expertise

Le coordonnateur SPS pourra être sollicité par le maître d'ouvrage pour réaliser des missions d'expertise sur des sujets concernant la prévention des risques, la sécurité ou la protection de la santé. Il sera notamment sollicité pour des analyses d'accidents. La prestation est rémunérée par le prix C 2.1 et/ou C 2.2.

Livrable(s) attendu(s) : rapport avec l'avis et les propositions du coordonnateur SPS

11-5.3. Prestations de formation

Le coordonnateur SPS pourra être sollicité par le maître d'ouvrage pour assurer ou participer à des actions de formation dans le domaine de la prévention des risques, de sécurité ou de protection de la santé. Son intervention comprendra la mise au point d'une valise pédagogique et la réalisation de la formation. La prestation est rémunérée par les prix C 3.1 et C 3.2.

Livrable(s) attendu(s) : Valise pédagogique / bilan de formation

11-5.4. Passage des consignes à un autre coordonnateur SPS

En cas de changement de coordonnateur SPS suite au renouvellement du marché de coordination SPS de la DIR, le maître d'ouvrage organise le passage des consignes et la transmission du PGC, du DIUO, du RJC et de toutes les informations complémentaires que le coordonnateur SPS ou le maître d'ouvrage juge utile de transmettre à cet autre coordonnateur désigné pour lui succéder. Cette passation prend la forme d'une réunion et fera l'objet d'une transmission physique des documents au format papier et informatique. La prestation est rémunérée par le prix n° C 4-1, quel que soit l'état d'avancement de la mission de coordination SPS (phase conception ou réalisation).

Livrable(s) attendu(s) : participation à une réunion et transmission de documents et procès verbal dans un délai de 12 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

11-5.5. Réception des consignes d'un autre coordonnateur SPS précédemment désigné

En cas de changement de coordonnateur SPS suite au renouvellement du marché de coordination SPS de la DIR, le maître d'ouvrage organise la réception des consignes, du PGCSPS, du DIUO, du RJC et de toutes les informations complémentaires que le coordonnateur précédemment désigné ou le maître d'ouvrage juge utile de transmettre au coordonnateur pour assurer la suite de la mission. Cette réception prendra la forme d'une réunion. Le coordonnateur réalisera une analyse des documents ainsi transmis. Cette prestation est rémunérée, selon l'état d'avancement de la mission de coordination SPS (phase conception ou réalisation) par le prix n° C 5-1 ou C 5.2.

Livrable(s) attendu(s) : participation à une réunion et accusé réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

ARTICLE 12. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 i) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du maître d'ouvrage signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou

aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Le RMO se réserve le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire, selon les dispositions de l'article 27 du CCAG-PI.

Le RMO se réserve le droit d'arrêter l'exécution du marché conformément à l'article 40 du CCAG.

ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles du CCAG applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles

CCATP 1-3 déroge à l'article 3.6 du CCAG¶

CCATP 1-6.3 déroge à l'article 9.2 du CCAG¶

CCATP 2. déroge à l'article 4.1 du CCAG-MOE 2021

CCATP 4-3.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG¶

CCATP 5-4.1 déroge aux articles 14.2 et 15 du CCAG

CCATP 6-2 déroge à l'article 14.1 du CCAG¶

CCATP 8-1 déroge à l'article 28.2 du CCAG¶

CCATP 12 déroge à l'article 39.2 du CCAG¶